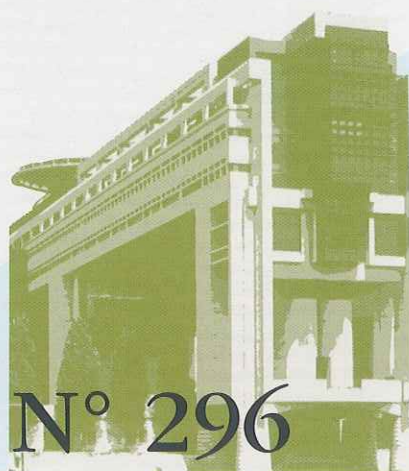


Les Notes Bleues de Bercy



N° 296

DU 1^{ER} AU 15 SEPTEMBRE 2005

PRIX DE VENTE : 5,50 €

**La taxe générale sur les activités polluantes
(TGAP)**

**Les investissements internationaux mobiles :
les tendances par pays et par régions d'origine**

**L'Agence des participations de l'État - l'État
actionnaire**

**La loi de programme fixant les orientations de
la politique énergétique**

Documents consultables sur Internet

www.minefi.gouv.fr/notes_bleues/recherche

Saisir le numéro de la revue ("296") et cliquer sur le titre du présent article

- ◆ Fonctions tertiaires d'entreprise : une composante-clé de l'investissement international - juillet 2005 - NBB 294
- ◆ Bilan des investissements étrangers en France - AFII - juin 2005 - NBB 292
- ◆ La mesure de l'investissement international et de la présence étrangère - octobre 2004 - NBB 278

Site utile

- ◆ L'Agence française pour les investissements internationaux
www.afii.fr/

Investissements internationaux mobiles : Les tendances par pays et régions d'origine

Article de Fabrice Hatem¹, Agence française pour les investissements internationaux (AFII)

Les firmes d'Europe de l'ouest constituent aujourd'hui, de très loin, les principaux investisseurs internationaux, et tout particulièrement en Europe, où est concentrée la majeure partie de leurs investissements à l'étranger. De nombreuses sources statistiques viennent confirmer ce fait, qu'il s'agisse des données d'investissement direct (IDE) ou de celles concernant l'activité à l'étranger des firmes multinationales.

L'utilisation des données des observatoires AFII, tout en apportant une confirmation empirique supplémentaire en ce domaine, permet également d'aller beaucoup plus loin dans l'analyse des stratégies d'investissement des firmes multinationales en Europe, en ce qui concerne tout au moins les projets de création et d'extension de sites. Elle met en particulier en lumière de fortes spécificités en fonctions des régions d'origine dans plusieurs domaines :

- **dans le contenu sectoriel et fonctionnel de l'investissement** : poids important du tertiaire et de la *high tech* dans les investissements américains, de l'automobile dans les investissements allemands et japonais... Ce fait est lié à la fois à la diversité des secteurs d'excellence selon les pays d'origine et au rôle plus ou moins prioritaire de l'Europe dans les stratégies d'internationalisation des firmes selon leur secteur d'appartenance et leur nationalité;
- **dans l'orientation géographique des flux de projets** : forte présence américaine dans les îles britanniques, scandinave dans les pays baltes, allemande dans les pays de l'est... Ce fait s'explique à la fois par des complémentarités industrielles et des affinités culturelles;
- **enfin, dans l'évolution à court terme des flux d'investissements** : recul relatif des investisseurs européens au profit des nords-américains et asiatiques en 2004. Un fait qui s'explique en grande partie par un léger ralentissement du mouvement de délocalisation des industries allemandes vers l'Europe de l'est, alors qu'au contraire le flux des projets d'origine extra-européenne s'y est récemment accru.

I - Une forte domination des investissements d'origine européenne

Les firmes européennes sont à l'origine de la majeure partie des créations d'emplois étrangers sur le continent : 57,5 % contre seulement 25,6 % pour les firmes nord-américaines et 13,8 % pour les asiatiques (cf. tableaux 1 à 3). En effet, non seulement les firmes du nouveau continent sont de loin les premiers investisseurs à l'étranger (cf. encadré 1), mais elle concentrent de surcroît leurs projets d'implantation internationaux dans leur région d'origine (cf. encadré 2).

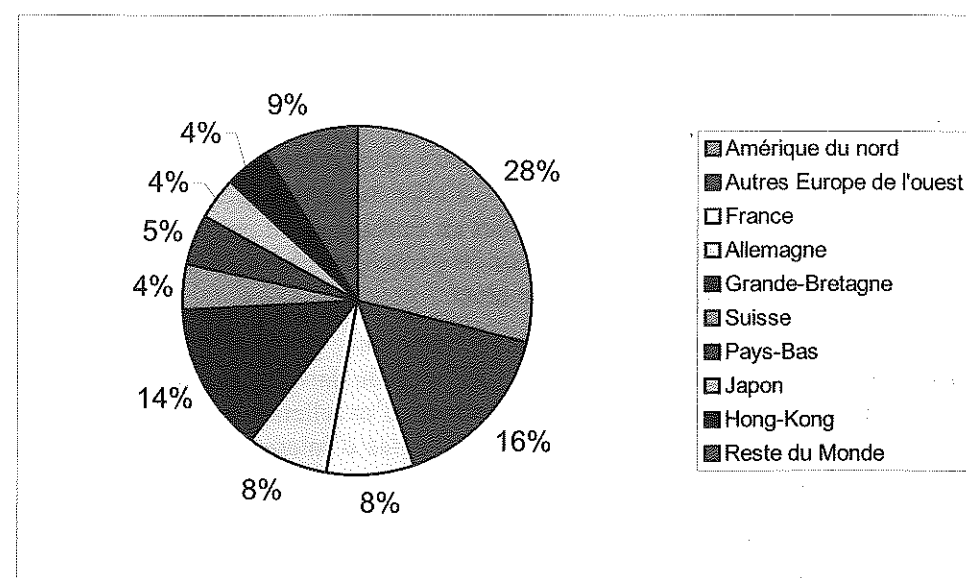
¹ Professeur associé à l'École de management de Normandie

Encadré 1

Les firmes européennes, premiers investisseurs mondiaux

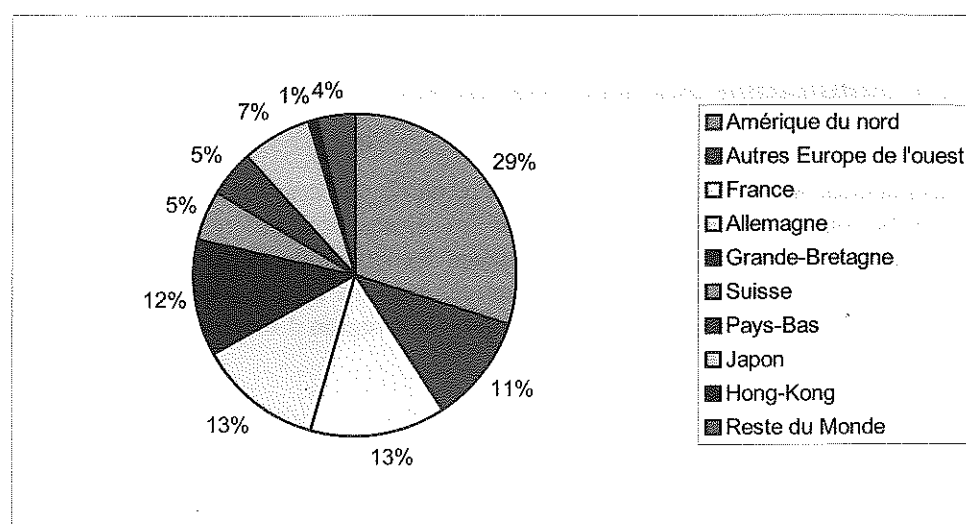
L'Europe de l'ouest demeure aujourd'hui, de très loin la principale zone d'origine des investissements internationaux dans le monde. Elle représentait à elle seule, en 2003, 54 % des flux d'IDE à l'étranger et constituait la région d'origine de 58 des 100 premières firmes multinationales, loin devant l'Amérique du nord et l'Asie (graphiques 1 et 2). Cinq pays (Allemagne, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Suisse) représentent à eux seuls 38 % des investissements mondiaux à l'étranger et 48 des 100 premières multinationales.

Graphique 1
Répartition des stocks d'IDE sortants par région ou pays d'origine en 2003



Source : World Investment Report, 2004

Graphique 2
Répartition des 100 premières firmes multinationales par pays ou région d'origine En 2002



Source : World Investment Report, 2004

On note cependant en 2004 une nette progression des investissements américains en 2004 après une année 2003 médiocre. Les investissements d'origine asiatique (hors Japon) poursuivent également en 2004 une progression déjà observable en 2003. Les investissements des firmes ouest-européennes connaissent par contre une baisse marquée.

Cette baisse est elle-même largement imputable à celle des investissements origine allemande, qui représentaient à eux seuls, en 2002, 45 % des emplois créés par les firmes européennes, et qui ont pratiquement été divisés par deux entre 2002 et 2004. Le flux des implantations de sites de production automobile vers l'est de l'Europe a en effet connu un tassement progressif après les niveaux très élevés observés en 2002. Ce mouvement n'est que partiellement compensé par l'augmentation des emplois créés par les firmes scandinaves, suisses et irlandaises.

Tableau 1
Répartition des emplois créés par régions d'origine et par année 2002-2004²

Milliers d'emplois)	2002	2003	2004	Total	%
AMERIQUE DU NORD	45,4	35,2	48,7	129,3	25,9
- Etats-Unis	43,3	33,0	43,9	120,2	24,1
- Canada	2,1	2,2	4,6	8,9	1,8
EUROPE	100,2	97,0	89,7	286,9	57,5
Bénélux	7,0	8,8	4,1	19,8	4,0
- Pays-Bas	4,9	4,8	2,9	12,6	2,5
- Belgique	1,3	3,3	1,1	5,6	1,1
Europe du centre	50,4	38,0	37,3	125,8	25,2
- Allemagne	44,6	32,5	25,5	102,6	20,6
- Suisse	1,7	4,4	5,9	12,0	2,4
- Autriche	4,1	1,2	6,0	11,3	2,3
Europe du nord	8,1	7,9	12,2	28,2	5,6
- Suède	3,2	3,0	6,7	12,9	2,6
Iles britanniques	8,5	9,0	11,0	28,6	5,7
- Royaume-Uni	8,0	6,2	6,6	20,7	4,1
- Irlande	0,6	2,9	4,5	7,9	1,6
Europe du sud	7,2	11,3	9,5	28,0	5,6
- Italie	4,0	8,1	5,9	18,0	3,6
- Espagne	1,5	2,9	2,1	6,6	1,3
France	16,9	21,6	14,5	53,0	10,6
Europe de l'est	2,1	0,4	1,0	3,5	0,7
ASIE	20,0	24,9	23,9	68,9	13,8
Japon	13,2	13,5	12,6	39,3	7,9
Autres Asie	6,9	11,4	11,4	29,6	5,9
- Corée du sud	1,9	3,1	5,4	10,3	2,1
- Taiwan	1,6	4,3	3,1	9,0	1,8
AUTRES	5,6	3,1	4,7	13,4	2,7
TOTAL	171,3	160,3	167,0	498,5	100,0

Source : AFII

² Voir nomenclature détaillée des régions en annexes 1 et 2

Tableau 2
Répartition des projets par région d'origine et par année 2002-2004

(Nombre de projets)	2002	2003	2004	Total	%
AMERIQUE DU NORD	740	763	770	2373	32,6
- Etats-Unis	683	719	710	2112	30,3
- Canada	53	42	54	149	2,1
EUROPE	1049	1341	1278	3668	52,6
Bénélux	113	134	118	365	5,2
- Pays-Bas	72	72	79	223	3,2
- Belgique	36	53	34	123	1,8
Europe du centre	321	394	420	1135	16,3
- Allemagne	236	296	271	803	11,5
- Suisse	51	67	75	193	2,8
- Autriche	34	31	73	138	2,0
Europe du nord	131	174	185	490	7,0
- Suède	54	58	85	197	2,8
Iles britanniques	143	171	156	470	6,7
- Royaume-Uni	128	150	133	411	5,9
- Irlande	15	21	23	59	0,8
Europe du sud	149	213	176	538	7,7
- Italie	74	104	74	252	3,6
- Espagne	54	72	75	201	2,9
France	147	202	172	521	7,5
Europe de l'est	45	53	51	149	2,1
ASIE	208	291	271	770	11,1
Japon	151	184	154	489	7,0
Autres Asie	57	107	117	281	4,0
- Corée du sud	20	13	21	54	0,8
- Taiwan	11	23	16	50	0,7
AUTRES	97	75	84	256	3,7
TOTAL	2094	2470	2403	6967	100,0

Source : AFII

Tableau 3
Taille moyenne des projets par région d'origine 2002-2004
(nombre d'emplois par projet)

Amérique du nord	163,7
Bénélux	124,8
Europe du centre	219,1
Europe de l'est	103,3
Europe du nord	155,6
Iles Britanniques	152,3
Europe du sud	136,4
France	285,0
Japon	190,7
Autres Asie	314,9
Autres	167,7
Total	184,9

Source : AFII

II - Diversité des profils sectoriels et fonctionnels selon les régions d'origine

La répartition par secteurs et fonctions des flux d'investissements est très diverse selon les pays d'origine (cf. tableaux 4 à 7). Ces différences sont liées à la fois :

- à la nature des secteurs d'excellence de ces pays, où se trouvent concentrées les multinationales les plus dynamiques ;
- au rôle dévolu à l'Europe dans leur stratégie d'internationalisation ;
- à l'ancienneté de leur présence sur le vieux continent, qui détermine elle-même le degré de structuration de leurs réseaux locaux et le type de fonction dont le développement s'avère nécessaire à ce stade.

• Les créations d'emplois par les **firmes nord-américaines** sont apparemment très concentrées dans les secteurs de services (logiciels, conseil,...), dans les activités de haute technologie (matériel électronique, composants électroniques, médicaments, chimie et biotechnologies...), et enfin dans les activités tertiaires d'appui (centres d'appel, quartiers généraux...). Ceci reflète à la fois les points forts de l'économie américaine et l'effort actuel de (re)structuration de leurs réseaux européens par des firmes parfois implantées depuis longtemps en Europe : renforcement et rationalisation de l'action commerciale (centres d'appel), des fonctions de back office (quartiers généraux régionaux, call centers), enfin internationalisation de la R&D pour tirer profit des compétences européennes (centres de R&D fondamentales) et adapter les produits au marché local (centres de R&D appliqués).

• Les créations d'emplois des **firmes asiatiques** sont concentrées sur quelques secteurs manufacturiers : automobile (Japon), électronique ménager et matériel électronique (autres pays d'Asie). Ces projets concernent essentiellement des sites de fabrication. Cette configuration, qui reflète assez bien les points forts des économies concernées, témoignent également de ce que les firmes asiatiques sont actuellement engagées dans une phase de développement de leurs capacités de production en Europe³, après avoir, dans un premier temps, alimenté le marché européen à partir de leurs exportations⁴. On observe également une poursuite du développement de réseaux commerciaux des firmes asiatiques dans l'ensemble de l'Europe.

• Les créations d'emplois par les **firmes d'origine germanique** sont très fortement concentrées dans quelques secteurs industriels (automobile, et, dans une moindre mesure, matériel électronique) et dans des sites de fabrication. Cette configuration reflète une stratégie très marquée de relocalisation des activités productives vers les pays de l'est limitrophes de l'Allemagne pour des raisons à la fois de coûts et d'accès au marché.

³ Avec également un effort d'implantation de centres de R&D japonais en Europe de l'ouest, pour des raisons d'adaptation des produits au marché (centres de développement) et de sourcing technologique (centres de recherche)

⁴ C'est semble-t-il, également le cas pour les firmes d'origine turque, classées dans la catégorie « autres », et qui développent apparemment quelques bases de production dans le sud-est européen, notamment dans les biens de consommation courante (ameublement, confection...)

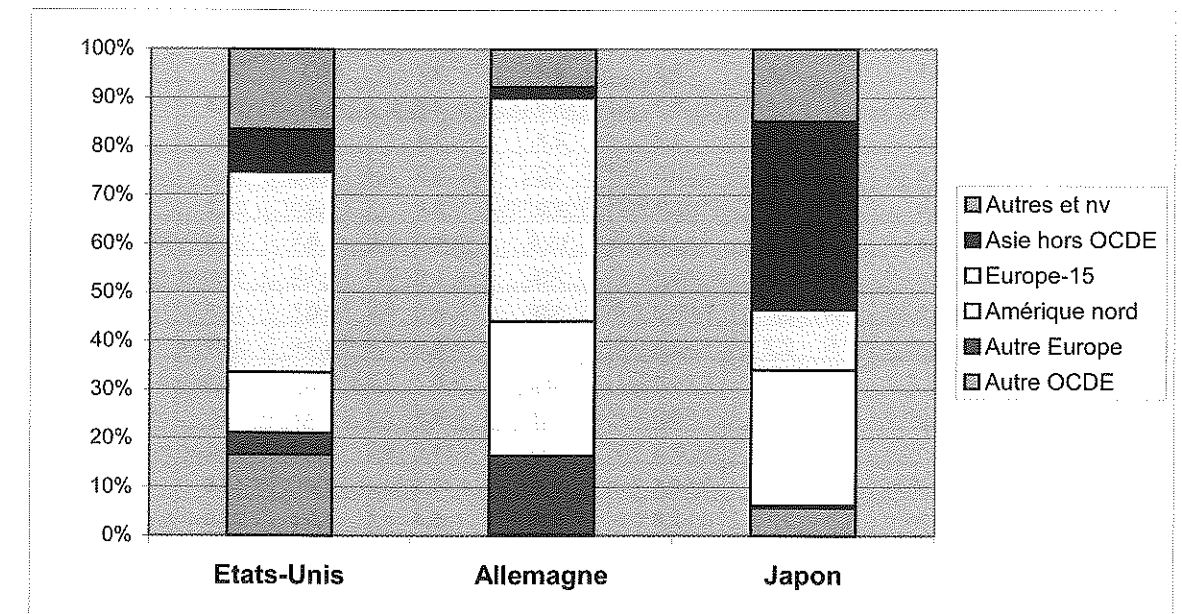
Encadré 2 Spécificité des firmes par région d'origine et mouvement de régionalisation

Différentes enquêtes menées par l'AFII sur les firmes multinationales (voir Hatem, 2002), mettent en évidence les faits suivants :

- 1) Le taux d'internationalisation des firmes est en moyenne supérieur pour les firmes d'origine européenne que pour les nord-américaines et les japonaises. C'est ainsi, que, d'après les dernières données comparatives OCDE disponibles (voir OCDE, 2001), les emplois à l'étranger des firmes allemandes représentaient en 1998 près de 6 % de la population active du pays, contre 5 % pour les firmes américaines et 3 % pour les japonaises.
 - 2) Le tropisme régional est marqué. D'une manière générale, les firmes d'origine européenne privilégient l'Europe dans leurs stratégies d'investissement à l'étranger, les firmes japonaises l'Asie, tandis que le continent américain est sur-représenté dans les implantations des firmes originaires des Etats-Unis (cf. graphique 3).
 - 3) Les investissements d'origine japonaise sont fortement concentrés dans les activités manufacturières, alors que les secteurs de services sont nettement plus représentés dans les IDE originaires des Etats-Unis (cf. graphique 4).
 - 4) Les firmes japonaises et nord-américaines s'opposent fortement en matière d'internationalisation des fonctions de quartiers généraux et de recherche. Pour les premières, ces fonctions (surtout la R&D) restent très fortement centrées dans le pays d'origine, alors que le comportement des firmes nord-américaines est inverse, notamment en ce qui concerne les activités de quartiers généraux et de soutien administratif.
 - 5) Concernant les modalités de développement international, on notera la très faible attirance des entreprises japonaises pour les fusions-acquisitions, et au contraire un recours nettement plus marqué que la moyenne aux exportations et, dans une moindre mesure, aux partenariats. Les entreprises européennes, pour leur part, semblent au contraire davantage tentées de recourir aux fusions-acquisitions et les américaines aux accords et alliances. Les différences sont moins marquées pour les autres modalités, et notamment les *greenfields*⁵, cessions de licences et *franchising*.
- On notera toutefois une tendance à l'atténuation de certaines de ces spécificités de comportement national au fil des années. C'est tout particulièrement vrai en ce qui concerne les firmes japonaises, moins réticentes qu'autrefois à recourir aux fusions-acquisitions et qui internationalisent progressivement leurs fonctions d'appui tertiaire, quoiqu'à un rythme peu soutenu.

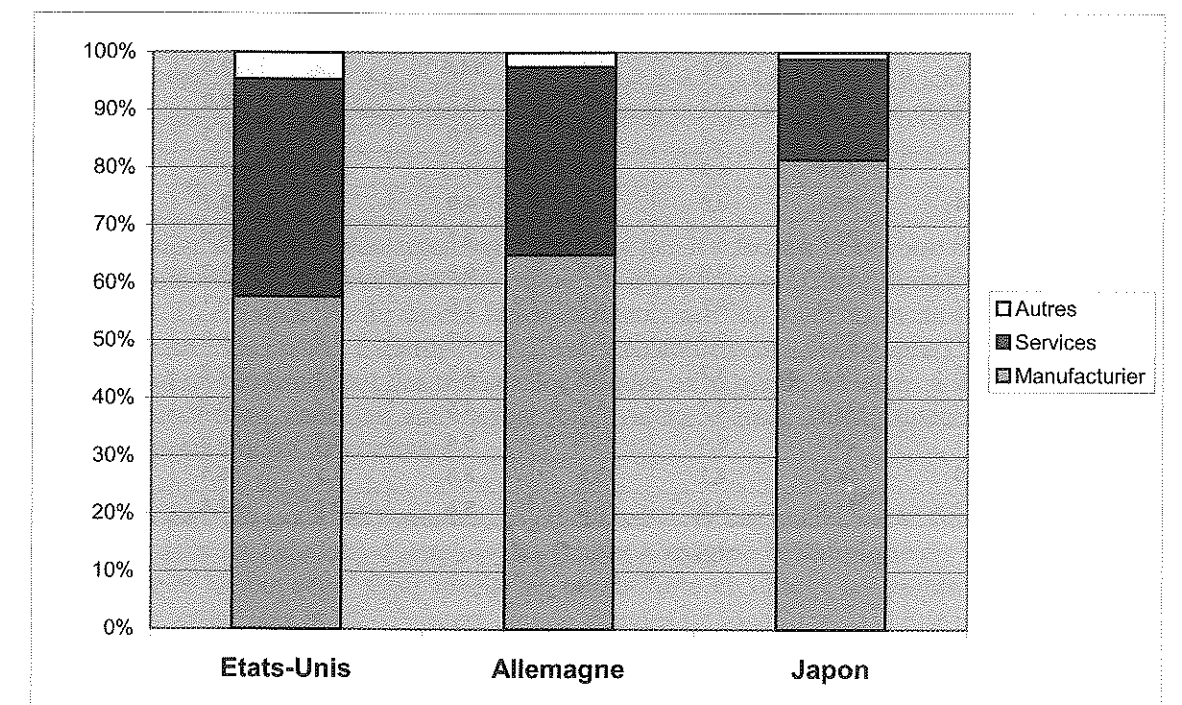
⁵ Création d'un site nouveau

Graphique 3 Répartition des emplois à l'étranger pour trois pays d'origine en 1998



Source : OCDE, 2001

Graphique 4 Répartition des emplois des firmes multinationales à l'étranger par secteur et pays d'origine, 1998



Source : OCDE (2001)

Tableau 4
Répartition des emplois créés par région d'origine et fonction 2002-2004

%	Autres prest. de serv.	Bureau comm.	Centre de R&D	Distrib., logist.	Serv. adm. ou QG	Centres d'appel	Total tert.	Prod.	Total
Amérique du nord	5,7	3,3	5,5	4,2	9,7	10,3	38,7	61,3	100,0
Asie	1,6	1,4	1,1	2,0	2,8	1,9	10,8	89,2	100,0
Japon	0,8	1,0	1,2	2,5	2,4	0,1	8,0	92,0	100,0
Autres Asie	2,8	2,0	0,9	1,3	3,3	4,2	14,5	85,5	100,0
Europe	3,6	1,7	2,1	7,9	3,9	3,4	22,7	77,3	100,0
Bénélux	4,4	0,9	2,6	13,5	4,0	8,8	34,2	65,8	100,0
Europe du centre	2,6	1,6	2,0	7,3	4,0	2,1	19,7	80,3	100,0
Europe de l'est	0,0	5,6	0,0	1,9	6,0	0,0	13,5	86,5	100,0
Europe du nord	0,3	2,2	2,0	11,1	4,5	4,3	24,4	75,6	100,0
Iles britanniques	13,7	2,7	4,1	12,6	6,7	10,2	50,1	49,9	100,0
Europe du sud	2,3	0,9	0,3	1,2	4,3	0,6	9,7	90,3	100,0
France	3,1	1,5	2,3	6,7	1,6	2,1	17,2	82,8	100,0
Autres	3,7	2,7	0,1	1,7	7,1	0,4	15,6	84,4	100,0
Total	3,9	2,1	2,8	5,9	5,4	4,9	25,0	75,0	100,0

Source : AFII

Tableau 5
Répartition des projets par région d'origine et fonction 2002-2004

%	Autres prest. de services	Bureau comm.	Centre de R&D	Distrib., logistique	Services admin. ou QG	Centres d'appel	Total tert.	Prod.	total
Amér. du nord	6,0	39,3	6,6	3,1	14,5	2,9	72,3	27,7	100,0
Asie	3,9	32,1	5,3	6,1	8,2	1,0	56,6	43,4	100,0
Japon	4,1	26,2	5,9	6,7	7,0	0,6	50,5	49,5	100,0
Autres Asie	3,6	42,3	4,3	5,0	10,3	1,8	67,3	32,7	100,0
Europe	4,4	25,4	3,9	8,5	4,9	1,7	48,7	51,3	100,0
Bénélux	6,6	22,7	2,5	11,2	4,7	1,9	49,6	50,4	100,0
Europe du centre	4,3	15,8	4,6	9,3	5,5	1,9	41,3	58,7	100,0
Europe de l'est	0,7	49,0	0,7	6,7	2,0	0,0	59,1	40,9	100,0
Europe du nord	3,7	26,7	2,7	8,4	4,7	1,8	48,0	52,0	100,0
Iles Britanniques	8,5	34,9	5,7	6,4	4,5	2,8	62,8	37,2	100,0
Europe du sud	2,2	27,9	2,2	5,6	4,8	0,7	43,5	56,5	100,0
France	3,1	28,8	5,4	10,4	5,4	1,5	54,5	45,5	100,0
Autres	3,9	34,8	3,1	3,5	8,6	1,2	55,1	44,9	100,0
Total	4,8	31,0	4,9	6,3	8,5	2,0	57,5	42,5	100,0

Source : AFII

- Le même mouvement d'implantation à l'est peut être observé, mais dans des activités différentes, pour les firmes originaires d'Europe du sud (ameublement, équipement du foyer, textile, automobile).

Tableau 6
Répartition des emplois créés par région d'origine et secteur

%	Am. nord	Eur.	Benel.	Eur. Cent.ouest	Eur. est	Eur. nord	Iles Brit.	Eur. Sud	Fr.	Asie	Jap.	Aut. As.	Aut.	Tot.
Agro-alimentaire	2,6	3,1	4,8	2,1	22,9	3,3	7,0	3,0	1,2	0,6	0,6	0,7	5,9	2,7
Ameubl., équipt foyer	0,6	5,5	7,3	3,4	39,9	20,6	0,5	9,4	0,2	0,2	0,0	0,5	9,9	3,6
Autres	1,5	2,5	5,3	1,9	5,1	0,4	1,5	4,0	3,5	0,9	1,1	0,7	0,0	2,0
Services comm. ou fin.	9,6	4,7	5,8	5,1	0,0	2,1	11,6	0,1	3,8	0,1	0,0	0,3	2,9	5,3
Chimie, plast., biotechn.	5,0	2,8	1,4	3,6	1,0	1,9	3,2	3,3	1,4	2,1	2,2	2,0	6,5	3,4
Comp. électron.	3,4	1,1	1,0	1,5	0,0	1,1	1,3	0,0	0,8	0,9	0,8	0,9	1,6	1,7
Cons., ingén., serv. entr.	8,2	5,6	13,4	2,8	0,0	10,9	11,8	0,5	6,5	1,3	0,9	2,0	5,5	5,7
Automobile	24,2	32,8	11,1	49,4	6,1	3,8	5,7	29,2	35,5	45,6	68,7	15,0	13,9	31,9
Electr. grand public	1,3	1,9	9,1	0,5	0,0	4,6	0,1	4,2	0,9	12,3	4,3	22,9	3,0	3,2
Energie	0,7	0,8	0,3	0,7	0,0	3,7	0,2	1,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,9	0,7
Eqpts électr., inf., méd.	13,2	7,1	10,5	6,6	6,0	16,8	5,9	2,1	4,9	22,5	9,9	39,1	3,9	10,7
Logic. et prest. inform.	8,6	2,1	2,2	2,3	7,3	1,1	4,9	0,4	1,0	1,6	0,3	3,3	0,9	3,7
Mach. Et équipts méc.	2,1	3,1	1,6	4,4	0,3	6,9	0,7	3,3	0,2	2,8	5,0	0,0	7,6	2,9
Autres mat. de transp.	1,0	6,2	0,8	0,7	0,0	0,0	1,9	1,6	30,0	0,1	0,1	0,0	5,6	4,0
Médicaments	8,3	4,7	1,9	3,3	1,7	8,9	16,5	2,6	1,7	0,5	0,8	0,1	3,4	5,0
Métaux, travail des mét.	4,9	2,5	3,3	1,6	0,0	3,2	1,2	4,4	3,7	0,9	0,7	1,2	6,4	3,0
Op. télécoms et intern.	0,2	1,4	2,6	0,0	0,0	0,1	7,2	4,8	0,3	0,9	0,0	2,1	0,0	1,0
Textile, habillement	0,8	3,1	1,5	2,4	0,0	0,3	7,4	9,9	1,0	3,7	0,1	8,4	9,0	2,7
Transpt, stock., BTP	2,2	4,1	13,3	2,8	1,6	2,6	9,1	3,0	2,4	2,6	4,3	0,3	6,3	3,5
Autres ind. de base	1,6	4,9	2,8	4,9	8,3	7,9	2,4	13,1	0,9	0,1	0,1	0,2	6,9	3,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : AFII

- La répartition sectorielle des créations d'emplois par les firmes scandinaves reflètent les points forts des pays d'origine : matériel électrique et électronique, filière bois-papier, ameublement, médicaments. Une grande partie de ces investissements est liée à la (re)-localisation des activités de production vers les pays d'Europe de l'est (ameublement, bois-papier) ; mais on observe simultanément un renforcement des réseaux logistiques ainsi que le maintien d'un flux significatif de projets de production dans les activités à forte valeur ajoutée (médicaments, certains matériels électronique) vers l'ouest du continent.

- Enfin, la part des activités tertiaires (logiciels, services commerciaux et financiers, services aux entreprises)⁶ dans les créations d'emplois des firmes d'origine britannique en Europe est nettement plus élevée que la moyenne. Ceci révèle les points forts et surtout les points faibles d'économies d'origine très tertiaisées et où subsistent peu de grandes multinationales industrielles d'origine locale (ex : automobile).

⁶ Ainsi que des médicaments et de l'agro-alimentaire

Tableau 7
Répartition des projets par région d'origine et secteur

%	Am. du nord	Eur.	Benel.	Eur. centre	Eur. est	Eur. nord	Îles Britan.	Eur. sud	Fr.	Asie	Japon	Aut. Asie	Aut.	Total
Agro-alimentaire	2,9	7,1	9,3	5,1	12,8	6,3	6,0	10,4	6,3	3,5	2,7	5,0	13,7	5,6
Ameubl., équipt du foyer	0,9	2,9	0,8	2,8	3,4	6,5	1,3	3,7	1,7	0,5	0,2	1,1	2,3	2,0
Autres	1,2	1,8	2,5	1,6	1,3	1,0	1,7	3,0	1,7	0,8	0,8	0,7	0,8	1,5
Services comm. ou fin.	5,8	6,1	6,6	6,6	4,7	3,5	8,5	4,1	7,7	1,7	1,0	2,8	5,5	5,5
Chimie, plasturgie, biotechn.	5,9	6,8	7,7	8,3	5,4	6,1	8,3	5,9	3,8	7,9	9,4	5,3	7,4	6,7
Composants électroniques	1,7	1,0	1,1	1,9	0,0	0,2	1,1	0,2	0,4	2,7	2,2	3,6	0,8	1,4
Cons., ingén., serv. aux entr.	10,3	9,2	12,6	6,2	2,7	8,4	15,7	6,3	12,9	4,5	3,9	5,7	7,0	9,0
Automobile	8,0	11,9	4,9	19,1	6,0	5,7	4,3	11,5	15,5	25,6	36,2	7,1	5,9	11,9
Electronique grand public	0,4	1,4	3,3	0,7	2,0	2,4	0,2	1,9	1,2	7,4	5,5	10,7	0,4	1,7
Energie	1,4	2,7	3,0	2,2	8,7	3,3	2,1	3,2	1,2	0,9	1,2	0,4	1,6	2,0
Equipts électr., inform., méd.	19,0	9,5	9,6	8,7	7,4	11,8	11,3	8,2	9,2	20,0	16,8	25,6	14,5	14,0
Logiciels et prest. inform.	26,6	7,8	7,9	4,6	16,1	11,0	11,7	4,1	9,4	6,8	3,3	12,8	12,9	14,0
Mach. et équipts méc.	2,1	3,9	1,9	5,9	2,7	4,9	2,1	4,5	1,3	5,8	7,8	2,5	3,5	3,5
Autres matériels de transp.	1,1	1,5	1,4	0,9	0,0	0,2	2,1	0,9	4,4	0,3	0,4	0,0	2,3	1,2
Médicaments	5,5	4,6	3,0	5,1	3,4	5,9	5,7	2,0	5,2	2,9	2,2	3,9	3,5	4,6
Métaux, travail des métaux	1,9	3,4	2,7	2,8	4,7	3,9	2,8	4,8	3,1	1,6	1,2	2,1	5,9	2,8
Op. télécoms et internet	0,6	1,0	0,5	0,4	4,0	1,0	2,3	0,9	0,4	1,4	0,0	3,9	0,4	0,9
Textile, habillement	1,1	2,1	1,9	1,7	2,7	0,6	1,3	5,4	1,9	1,0	0,6	1,8	3,1	1,7
Transport, stockage, BTP	1,8	8,9	15,3	9,0	6,7	5,5	7,4	9,3	8,6	3,6	3,3	4,3	5,1	5,9
Autres industries de base	1,8	6,6	3,8	6,3	5,4	11,6	4,0	9,7	4,0	1,0	1,2	0,7	3,5	4,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : AFII

III - Complémentarités industrielles, proximité géographique, affinités culturelles

Il existe de fortes spécificités dans la répartition géographique des projets en Europe selon la nationalité d'origine des firmes (cf. tableaux 8 et 9). Ces différences sont liées à la fois à la structure sectorielle des investissements (par exemple, un pays dont les firmes investissent beaucoup dans les activités manufacturières de main d'œuvre verra ses flux de projet s'orienter davantage vers les pays d'est) et à des affinités géographiques et culturelles (par exemple, entre pays appartenant à la même sphère linguistique).

• La forte prédilection des **entreprises américaines** pour les îles Britanniques s'explique ainsi à la fois par la proportion élevée des services – activités où cette région s'avère très attractive – dans les projets des firmes US en Europe et par les liens culturels forts unissant ces différentes composantes du monde anglo-saxon : même langue, même structure du droit des affaires, conceptions idéologiquement proches du fonctionnement d'une économie de marché ou des rapports employeurs/salariés.

• Les **firmes manufacturières allemandes et autrichiennes** ont quant à elles massivement mis à profit les opportunités offertes par leurs voisins immédiats d'Europe de l'est, tant en termes de potentiel de marché que de coût de production, en y relocalisant une fraction importante de leur activité productive (automobile et matériel électronique notamment). Elles ont ainsi contribué à renouer des liens historiquement forts avec ces pays, et étendent maintenant cette stratégie vers des régions situées encore plus à l'est (Slovaquie, Bulgarie, Roumanie). Mais on notera également la forte intensité des investissements intra-germaniques.

• Les **firmes originaires d'Europe du sud** ont également réalisé de très importants investissements de délocalisation industrielle vers l'est de l'Europe. A noter également une attirance marquée des investisseurs de la région pour la France.

• Les **firmes asiatiques**, dont beaucoup de projets concernent la production manufacturière dans des activités de main d'œuvre (automobile, électronique grand public, matériel électrique et électronique), ont concentré leurs investissements dans les pays de l'est à bas coûts salariaux pour alimenter l'ensemble du continent européen à partir de ces bases de production.

• Les **firmes britanniques**, dont les investissements concernent souvent des activités de service et de soutien tertiaire, orientent une part importante de leurs investissements vers les pays d'Europe de l'ouest offrant de bonnes conditions d'attractivité pour ces activités : France ou Bénélux pour la logistique, îles Britanniques (hors pays d'origine) pour les quartiers généraux, les services administratifs, les logiciels ou les centres d'appel.

Tableau 8
Répartition des emplois créés par région d'origine et de destination

	Autres Est	Centre-Est	Total Est	Benel.	France	Eur. Nord	Îles Brit.	Eur. Sud	Centre-Ouest	Total Ouest	Total
Amérique du nord	9,9	24,8	34,7	4,4	8,3	5,8	29,8	7,2	9,8	65,3	100
Europe	24,9	32,8	57,7	3,9	7,5	1,7	8,4	13,4	7,4	42,3	100
Benelux	17,6	28,7	46,3	8,2	11,6	0,4	12,8	11,7	9,1	53,7	100
Europe du centre	29,0	42,6	71,6	1,9	5,7	1,0	5,6	9,0	5,2	28,4	100
Europe de l'est	52,8	39,9	92,7	0,8	0,6	1,1	3,3	0,0	1,5	7,3	100
Europe du nord	19,5	34,0	53,4	1,9	11,6	4,5	8,7	14,6	5,2	46,6	100
Îles Britanniques	11,5	15,1	26,6	14,6	13,2	4,4	25,5	10,0	5,7	73,4	100
Europe du sud	30,5	33,7	64,2	2,0	14,8	0,2	4,3	8,6	6,0	35,8	100
France	23,1	19,4	42,5	3,8	1,5	1,4	6,8	28,9	15,0	57,5	100
Asie	20,5	53,9	74,5	2,3	4,5	1,0	6,7	7,7	3,3	25,5	100
Japon	18,9	53,4	72,3	2,7	5,1	0,9	7,2	8,8	3,1	27,7	100
Autres Asie	22,6	54,7	77,3	1,6	3,7	1,3	6,1	6,4	3,6	22,7	100
Autres	41,6	19,8	61,5	1,6	5,5	0,0	12,0	13,8	5,7	38,5	100
Total	20,9	33,3	54,2	3,8	7,2	2,6	13,8	11,0	7,4	45,8	100

Source : AFII

Tableau 9
Répartition des projets par région d'origine et de destination

Source : AFII	Est	Centre-est	Total Est	Benel.	France	Eur. Nord	Îles Brit.	Eur. Sud	Centre-Ouest	Total Ouest	Total
Amérique du nord	3,6	8,2	11,8	9,1	14,4	6,6	30,9	10,6	16,6	88,2	100
Europe	14,4	19,0	33,4	6,8	14,2	6,0	10,4	18,5	10,7	66,6	100
Benelux	8,2	17,0	25,2	12,9	22,7	3,3	7,9	15,9	12,1	74,8	100
Europe du centre	14,9	24,8	39,7	5,6	15,7	3,6	8,7	16,7	9,9	60,3	100
Europe de l'est	42,3	16,8	59,1	4,7	2,7	4,7	8,7	3,4	16,8	40,9	100
Europe du nord	16,7	15,9	32,7	5,7	9,0	17,1	11,4	12,2	11,8	67,3	100
Europe de l'ouest	6,4	15,3	21,7	7,7	21,1	8,5	13,4	16,2	11,5	78,3	100
Europe du sud	16,7	15,4	32,2	3,5	19,3	2,8	10,2	24,5	7,4	67,8	100
France	12,3	18,2	30,5	9,0	1,9	3,8	12,7	30,5	11,5	69,5	100
Asie	5,5	20,8	26,2	10,9	13,2	5,1	15,7	13,9	14,9	73,8	100
Japon	3,7	24,1	27,8	13,1	14,3	3,5	12,3	14,9	14,1	72,2	100,0
Autres Asie	8,5	14,9	23,5	7,1	11,4	7,8	21,7	12,1	16,4	76,5	100,0
Autres	15,6	7,4	23,0	9,0	9,8	2,7	23,0	19,5	12,9	77,0	100
Total	9,9	15,3	25,2	8,1	14,0	5,9	18,1	15,5	13,2	74,8	100

Annexe 1

Analyse détaillée par région d'origine

1. L'Amérique du nord

Les firmes nord-américaines sont à l'origine de 32,6 % des projets et 25,6 % des emplois créés en Europe entre 2002 et 2004. L'écart entre ces deux pourcentages provient d'une taille unitaire des projets plus faible que la moyenne, elle-même liée à la proportion élevée des activités de *high tech* et de services moins intensive en emplois. Les Etats-Unis représentent évidemment une part écrasante (plus de 90 %) des emplois et des projets originaires de la région. Après une chute en 2003, les flux de créations d'emplois sont remontés en 2004 à un niveau légèrement supérieur à celui de 2002.

L'analyse par fonction fait apparaître une contribution particulièrement forte des activités de soutien tertiaire (centres d'appel et de R&D notamment), qui représentent près de 39,0 % des emplois créés par les firmes américaines en Europe. Par secteurs, on note une sur-représentation des activités de service (commerciaux, financiers, conseil, ingénierie, logiciels) et des industries à haute valeur ajoutée (médicaments, équipements électrique et électronique).

Enfin les investisseurs nord-américains privilégient nettement l'Europe de l'ouest (pays scandinaves, germaniques, et surtout îles Britanniques) dans l'orientation géographique de leurs investissements (65,3 % du total). A noter toutefois que la part des pays de l'est dans les créations, même si elle est plus faible pour la moyenne des firmes multinationales, n'est pas négligeable (34,7 %).

2. La région centre-Europe (Allemagne, Suisse, Autriche)

Elle est à l'origine de 16,3 % des projets et de 25,2 % des emplois créés, la taille unitaire forte des projets s'expliquant par une forte proportion de sites de production manufacturière très demandeurs de main d'œuvre. Les firmes allemandes sont à elles seules à l'origine de 82 % des créations d'emplois originaires de la région. On note cependant une chute très marquée des flux d'emplois créés en 2003 et 2004 par rapport à 2002.

La proportion des fonctions d'appui tertiaire (logistique mise à part) dans les créations d'emploi par les firmes allemandes et suisses est plus limitée que pour l'ensemble des firmes multinationales. Par contre, la part des sites de production est plus forte, essentiellement du fait d'une contribution très importante du secteur automobile, qui représente à lui seul 49,4 % des emplois créés par les firmes de la région dans le reste de l'Europe.

La part des pays de l'est dans les investissements des firmes de la région est dominante : 71,6 % des emplois créés, dont 42,6 % pour les trois pays limitrophes (Hongrie, Rép. Tchèque, Pologne), et 29 % pour le reste de l'Europe de l'est.

Enfin, les différents pays présentent des situation distinctes :

- **Les firmes allemandes** ont fait preuve depuis une dizaine d'année d'un fort tropisme vers l'est, qui s'est traduit par une montée des flux de projets internationaux (cf. encadré 2). Mais celui-ci a entamé depuis deux ans un reflux qui pourrait se révéler durable : dégradation de la capacité financière des firmes, mauvaise situation de l'économie allemande, limites des capacités d'absorption des pays concernés. En Europe de l'ouest, la France reste incontournable pour les firmes allemandes. Siemens va réaliser à elle seule 400 millions d'euros d'investissements au cours des 5 prochaines années en France. Les firmes allemandes sont intéressées par le marché français, par exemple celui des machines-outils ou des équipements automobiles (PSA, Renault). D'où la création d'unités de petite taille près des sites d'assemblage, car la logistique des pays de l'est n'est pas encore suffisamment efficace pour assurer l'approvisionnement en « juste-à-temps » des sites d'Aulnay ou de Sochaux. Il existe également, pour la même raison, de nombreux projets de logistique en Europe de l'ouest pour y soutenir le développement des exportations allemandes. Par contre les firmes allemandes veulent

conserver la R&D dans leur pays d'origine et investissent peu en ce domaine en Europe de l'ouest et en France.

- **Les firmes autrichiennes** jouaient traditionnellement un rôle assez marginal. Mais cela est en train de changer, comme en témoigne le flux croissant de projets en provenance de ce pays. Il existe quelques « champions » autrichiens, comme Magna (équipement automobile), Voest-alpine (acier), Polytec (plastique...), qui, après avoir délocalisé vers l'est, peuvent s'intéresser à des implantations sur les marchés d'Europe de l'ouest.

- **Quant aux firmes suisses**, elles se répartissent en deux segments bien distincts : d'une part, un tissu de PME dans les domaines de la mécanique de précision et des hautes technologies ; d'autre part, de très grandes entreprises dans la chimie, la pharmacie et les IAA (industries agro-alimentaires).

3. Les îles Britanniques

Elles représentent 6,7 % des projets et 5,7 % des emplois créés à l'étranger. La contribution des firmes britanniques est dominante, surtout en termes d'emplois créés, mais la contribution irlandaise est loin d'être négligeable (respectivement 72 % et 28 %). Après un pic en 2003, les flux de créations d'emplois sont revenus en 2004 au niveau de 2002.

La proportion des fonctions d'appui tertiaire dans les créations d'emplois en Europe par les firmes de la région est particulièrement élevée : 50,1 % du total, contre seulement 49,9 % pour les activités de production. Par secteurs, les services (logiciels, services aux entreprises, services commerciaux et financiers, transport), ainsi que l'agro-alimentaire et les médicaments, sont sur-représentés, tandis que la part de l'automobile est particulièrement faible.

Les investissements de la région s'orientent majoritairement vers les pays d'Europe de l'ouest (Bénélux, France, et investissements intra-britanniques notamment) qui accueillent 73,4 % des emplois créés, contre seulement 26,6 % pour l'est de l'Europe.

Si les firmes anglaises privilégient la France dans leurs projets européens, il faut également mentionner qu'une grande partie de leurs investissements se fait hors d'Europe (Amérique du nord, Asie...). La concurrence de Singapour pour la délocalisation des services financiers britanniques est par exemple très forte (ex : Citibank), et ne permet aux européens que de récolter des projets marginaux (ex : centres de formation). Il serait souhaitable de les inciter à investir davantage en Europe en exploitant nos créneaux de compétitivité pour construire des offres attractives (ex : actuariat pour l'assurance dans la région du Mans, valorisation de nos infrastructures portuaires pour l'accueil de « hubs » *low cost*⁷). On pourrait pour cela s'inspirer d'ailleurs de certains exemples britanniques réussis comme la structuration d'Edimbourg en pôle d'attraction des services financiers à partir de la présence des « *Scottish Widows* »⁸.

4. Les pays du Bénélux

A l'origine de 5,2 % des projets et de 4 % des créations d'emplois, les firmes du Bénélux semblent avoir été un peu moins actives en 2004 qu'au cours des deux années antérieures. Ce ralentissement a été observé aussi bien pour les firmes hollandaises, qui sont à l'origine de la majeure partie des créations d'emplois entre 2002 et 2004 (62 %) que pour les belges (35 %).

Ce fait s'explique peut-être en partie par une réorientation des investissements des firmes du Bénélux en direction de l'Asie et notamment de la Chine.

La structure régionale des investissements des firmes de la région est assez proche de la moyenne, avec cependant une focalisation plus marquée des créations d'emplois sur l'Europe de l'ouest. La France réalise de bonnes parts de marché, notamment vis-à-vis des firmes belges, qui figurent aux tout premiers rangs des investisseurs étrangers en France, avec une assez large diversité sectorielle : aéronautique, équipements automobiles, technologies de l'information.

⁷ Centres d'échanges principaux des liaisons des compagnies aériennes à bas prix où est également effectuée une grande partie de la maintenance et de l'entreposage des appareils

⁸ nom générique donné aux sociétés d'assurance et d'investissement écossaises

La part des centres d'appel et de la logistique dans les créations d'emplois en Europe par les firmes du Bénélux est particulièrement élevée. Par contre, celle des sites de production est plus faible (avec fréquemment cependant un couplage entre un petit site de production et un centre de R&D ou de logistique). Parmi les secteurs d'investissement privilégiés des firmes de la région, on peut mentionner le transport/stockage, le conseil aux entreprises, et dans le secteur manufacturier, l'ameublement (du fait essentiellement d'un gros investissement belge en Slovaquie en 2003).

5. Les pays d'Europe du sud

Les firmes de la région sont à l'origine de 7,7 % des projets et de 5,6 % des créations d'emplois en Europe entre 2002 et 2004. Les firmes italiennes sont à l'origine de près des deux-tiers de ce total, suivies par les espagnoles (28 %). Après une très bonne année 2003, 2004 est marquée par un léger recul des flux.

Les activités de production représentent plus de 90 % des emplois créés en Europe par les firmes originaires d'Europe du sud, les fonctions de soutien tertiaire (services administratifs et quartiers généraux mis à part) n'occupant qu'une place très marginale. L'ameublement, le textile-confection et les autres industries de base (du fait essentiellement d'une grosse opération originaire de Chypre) ont notamment concentré une part relativement importante des créations d'emplois des firmes de la région en Europe.

L'Europe de l'est accueille près des deux-tiers des créations d'emplois des firmes originaires de la région, avec une contribution particulièrement importante des « autres pays de l'est ». En Europe de l'ouest, la France constitue une région d'accueil privilégiée.

6. La France

À l'origine de 7,5 % des projets et 10,6 % des créations d'emplois en Europe, les firmes françaises semblent avoir globalement ralenti leurs investissements en 2004 après un pic en 2003 lié à la réalisation de plusieurs projets majeurs dans les secteurs automobile et aéronautique.

Les créations d'emplois à l'étranger sont surtout liées à l'implantation de sites de production (83 % du total). La fonction tertiaire la plus représentée est la logistique, avec près de 7 % des emplois créés. Par secteurs, l'automobile et les autres matériels de transport (Airbus) sont particulièrement représentés dans les créations d'emplois.

L'Europe de l'ouest (Allemagne et Espagne notamment) a accueilli une part majoritaire des créations d'emplois par les entreprises françaises (57,5 %) du fait notamment de gros investissements dans l'aéronautique. Quant à l'Europe de l'est, elle attire également de très gros projets français dans le secteur automobile.

7. Les pays scandinaves

Ils sont à l'origine de 7,0 % des projets et de 5,6 % des emplois créés, dont plus de 40 % pour les entreprises suédoises. Ces investissements ont connu une progression régulière entre 2002 et 2004, tant en termes de projets que d'emplois.

Les trois quarts des créations d'emplois concernent les activités de production, avec également une part relativement importante de la fonction logistique-distribution (11,1 %). Les secteurs de l'ameublement, de la filière bois-papier, du matériel électrique et électronique, du médicament, des services aux entreprises et, dans une moindre mesure, des machines, sont sur-représentés dans les flux d'investissements scandinaves.

Les créations d'emplois se répartissent à égalité entre l'Europe de l'est (production manufacturière dans les activités de main d'œuvre comme l'ameublement ou le matériel électrique et l'électronique grand public) et l'ouest du continent (services aux entreprises, réseaux logistiques et de distribution, médicaments...).

Encadré 3 Les investissements italiens à l'étranger

L'état de l'économie italienne suscite aujourd'hui une certaine inquiétude dans la péninsule. L'industrie, qui n'a pas réalisé beaucoup d'investissements de modernisation et d'innovations, et n'a pas bénéficié de forts soutiens publics, est en crise. Tout cela suscite un débat sur le modèle italien.

Les entreprises italiennes cherchent à délocaliser pour des raisons de coûts et d'accès au marché (ex : délocalisation du textile vers l'Afrique du nord, souvent en partenariat avec des sociétés locales). La logique de proximité au marché est importante pour les produits difficiles ou coûteux à transporter (cf câbles haute tension, matériaux de construction...). Cela induit des possibilités d'implantation en France. Mais les niveaux d'emplois créés dans notre pays sont très inférieurs à ce que l'on observe par exemple en Amérique du sud.

Il existe un intérêt des sociétés italiennes pour l'Asie, où l'administration est moins rigide et plus efficace qu'en Europe, avec des coûts salariaux nettement plus faibles. Après la production, c'est parfois le design qui part en Asie (ex : Techno probe à Singapour, où les ingénieurs coûtent 4 fois moins cher en Europe de l'ouest). Il existe toujours toutefois dans cette région des problèmes de protection de la propriété intellectuelle (ex : pillage organisé de la technologie « gasoil blanc » de Pirelli destinée aux autobus de la ville de Singapour).

Il faut également distinguer selon la taille des firmes. Les grandes sociétés investissent dans le monde entier. Par exemple, Télécom Italia investit en Amérique du sud, au Brésil. Italcementi vient de racheter une société de ciments égyptienne. Mais les PME restent plutôt en Europe. L'échelle de l'Asie (Chine...) est en effet trop vaste pour les PME italiennes (ex : vin, dépollution des eaux), et leur croissance internationale est limitée par le désir des propriétaires de garder un contrôle familial sur la firme, par l'opacité des comptes.

Concernant les investissements en Europe, plusieurs projets italiens récents, par exemple dans le secteur automobile, montrent une stratégie complémentaire :

- de délocalisation vers l'Europe de l'est des activités de production de masse ;
- de développement de capacités de R&D et de réseaux de logistique/distribution, ainsi que de petites unités de production en Europe de l'ouest (France notamment) pour l'accès au marché local...

Ceci explique la persistance d'un flux de projets en France, notamment dans l'équipement automobile où le marché français est plus intéressant que l'italien. L'implantation de sites très automatisés (ex : Pirelli en Allemagne pour la fabrication de pneus haut de gamme) fournit en particulier une solution flexible, réactive, proche du marché.

Les investisseurs sont cependant très critiques envers la rigidité du droit du travail en France. Ceci peut les dissuader d'augmenter les capacités de production. Les cas de délocalisation pure sont rares, même si certaines restructurations importantes sont en cours (ex : Zucchi-Descamps continue à fermer des centres).

(avec la contribution du bureau IFA de Milan)

Encadré 4 Investisseurs des pays nordiques : 4 profils distincts

1) Les firmes finlandaises utilisent les investissements greenfields comme mode de développement dominant à l'international. Les grands groupes ont une stratégie mondiale : Chine (Nokia...), grandes usines de pâte à papier en Asie, Amérique du sud, Afrique du sud. Les Finlandais sont également attirés par l'Europe de l'est et notamment les pays baltes, très proches géographiquement (usines de pâte à papier dans les pays baltes à partir de bois biélorusse). Enfin, les Finlandais réalisent des investissements en Europe occidentale dans les secteurs de l'électronique, des industries des télécommunications, de la filière bois-papier, ainsi que dans la mécanique. Mais la France a du mal à les accrocher.

2) Les firmes norvégiennes réalisent beaucoup d'acquisitions. Cette stratégie est rendue possible par la richesse du pays liée à la manne pétrolière (firmes pétrochimique, entreprises en situation oligopolistique sur le marché norvégien, fonds de pension...). Parmi les secteurs d'excellence, on peut citer les IAA et notamment la filière pêche (élevage de poissons, filets intelligents, caissons isothermes...), la mécanique liée au secteur pétrolier (vannes, équipements de précision, contrôle des fluides...), et dans une moindre mesure, les technologies de l'information et l'ameublement. Après s'être implantées dans les pays de la mer du Nord (Suède, Danemark) dans les années 1980 et 1990, elles s'étendent maintenant dans le reste de l'Europe de l'ouest.

3) Les firmes suédoises représentent près de la moitié des investissements scandinaves. Issues d'un pays possédant les attributs d'une grande économie, elles mettent en œuvre des modalités d'implantation très diversifiées (extensions, rachats, créations...) parfois dans le cadre de très grosses opérations. Leur stratégie en Europe vise à mettre à profit les avantages spécifiques des différentes zones (projets *labor-intensive* à l'est, *capital-intensive* à l'ouest). Elles commencent à s'intéresser à des pays comme la Slovaquie ou la Roumanie, et dans une moindre mesure aux pays baltes. Certaines sociétés sont déjà très internationalisées (ex : Ikea, Electrolux...). Les principaux secteurs d'investissement sont l'ameublement (très important pour la France), les industries de l'information (qui ont traversé avec Ericson une période de grande difficulté en 2001-2002), la pharmacie (secteur très sensible aux problèmes d'autorisation de mise sur le marché, qui dicte les stratégies de localisations, comme dans le cas de Novonordisk, implanté à Chartres dans les années 1970 pour pouvoir vendre des médicaments en France), enfin la mécanique automobile (Volvo truck, Scania à Angers).

4. Les firmes danoises ont une présence assez ancienne en Europe de l'ouest (Allemagne, Royaume-Uni, France). Leurs logiques d'internationalisation rappelle celle des firmes suédoises, en plus petit (délocalisation des industries de main d'œuvre à l'est, accès aux marchés et hautes technologies à l'ouest). Elles peuvent se développer aussi bien par extensions que par rachats. Les principaux secteurs sont l'ameublement, les IAA, (filiales viande, lait), la pharmacie (Novonordisk, Lundbeck, Leopharma, Nycomed). Elles réalisent également de nombreux investissements dans le domaine de la logistique, soit pour vendre leurs propres produits (Ikea), soit parce qu'il s'agit de groupe spécialisés dans cette activité (HM, Maersk,...).

4000 entreprises nordiques sont susceptibles d'investir en France, dont 1700 suédoises, 800 danoises, 800 finlandaises, 600 norvégiennes. En France, on recense 250 firmes suédoises, 190 danoises, 90 finlandaises et 64 norvégiennes.

(avec la contribution du bureau IFA de Stockholm)

8. Les pays d'Europe de l'est

Avec 2,1 % des projets et 0,7 % des emplois créés, leur contribution reste marginale, mais n'est pas totalement insignifiante. Les firmes russes, tchèques et hongroises figurent parmi les investisseurs les plus actifs. Les flux n'enregistrent pas de tendance à la hausse entre 2002 et 2004.

Les créations d'emplois à l'étranger sont concentrées sur les activités productives (87 % du total), avec également une contribution relativement importante des bureaux commerciaux (6 %). De gros projets ont été annoncés dans les secteurs de l'ameublement et de l'agro-alimentaire, qui représentent de ce fait plus de 60 % des emplois créés en Europe par les firmes de la région.

La quasi totalité des créations d'emplois (92,7 %) se fait en Europe de l'est, avec une part importante des « autres pays de l'est » (52,8 %) par rapport aux PECO (Pays d'Europe centrale et orientale) de première génération.

9. Le Japon

Les firmes japonaises sont à l'origine de 7,0 % des projets et 7,9 % des emplois créés, avec des flux assez réguliers au cours de la période 2002-2004.

Les activités de production représentent la quasi-totalité des créations d'emplois (92,0 %), ne laissant qu'une part très marginale aux fonctions tertiaires d'appui (dont la contribution en termes de projets est cependant nettement plus significative). L'automobile représente une part écrasante des emplois créés par les firmes japonaises en Europe (68,7 %), suivie de très loin par le matériel électrique et électronique (9,9 %).

Les créations d'emplois par les firmes japonaises au cours de la période se sont concentrées dans les pays de l'est (72,3 %), et tout particulièrement dans la région Hongrie/Tchéquie/Pologne (53,4 %).

10. Les autres régions d'Asie

Elles sont à l'origine de 4,0 % des projets et 5,9 % des créations d'emplois, la taille unitaire élevée des projets s'expliquant par la proportion forte de sites de production manufacturière. Les flux de création d'emplois ont fortement progressé en 2003 et se sont maintenus à un haut niveau en 2004 du fait de l'accroissement de l'effort des firmes coréennes et taiwanaises, qui représentent les deux principaux groupes d'investisseurs de la région (respectivement 35 % et 30 % des emplois créés en Europe par les firmes asiatiques hors Japon).

La fonction production est dominante en termes de créations d'emploi, mais on peut également noter l'existence d'un très grand nombre de projets tertiaires (bureaux commerciaux notamment) de faible taille unitaire. L'équipement électrique et électronique et l'électronique grand public représentent plus de 60 % des créations d'emplois. Il existe également des projets importants dans le textile-confection et dans l'automobile, ce dernier secteur étant cependant sous-représenté dans les investissements des firmes asiatiques hors Japon.

Les créations d'emploi sont très concentrées sur les pays de l'est (77,3 %), et notamment sur la région Pologne/Hongrie/Tchéquie (54,7 %).

11. Le reste du monde

Cette région est à l'origine de 3,7 % des projets et 2,7 % des créations d'emplois, avec une chute en 2003 suivie d'un redressement partiel en 2004. Parmi les principaux investisseurs, on peut mentionner la Turquie, Israël, le Brésil et l'Australie.

La proportion de sites de production est très dominante (84 % du total), avec également une proportion un peu supérieure à la moyenne de services administratifs, quartiers généraux et bureaux commerciaux. La dispersion sectorielle est assez forte, avec des créations d'emplois significatives dans le textile-habillement, l'automobile, l'ameublement, les machines, la chimie, la métallurgie et les autres industries de base, le transport.

Les pays d'Europe de l'est accueillent la majeure partie des créations d'emplois (61,5 %), avec une concentration particulièrement forte sur les « autres pays » (Bulgarie, Slovaquie, etc.).

Annexe 2

Nomenclature régionale utilisée dans l'étude

(Régions et pays d'accueil)

EUROPE DE L'OUEST	Centre-Ouest	Allemagne, Suisse, Autriche, Liechtenstein
	Iles britanniques	Royaume-Uni, Irlande
	Nord	Danemark, Finlande, Norvège, Suède
	Sud	Italie, Chypre, Malte, Espagne, Grèce, Portugal
	France	France
	Benelux	Pays-Bas, Belgique, Luxembourg
EUROPE DE L'EST	Centre-Est	Rép. tchèque, Hongrie, Pologne
	Autres Est	Autres pays de l'est; y compris Fédération de Russie, Ukraine, Biélorussie

(Région et pays d'origine)

AMERIQUE DU NORD	Amérique du nord	Etats-Unis, Canada, Bermudes
EUROPE	Bénélux	Pays-Bas, Belgique, Luxembourg
	Europe du centre	Allemagne, Suisse, Autriche, Liechtenstein
	Europe de l'est	Tous les pays de l'est européen, y compris Fédération de Russie, Ukraine, Biélorussie
	Europe du nord	Danemark, Finlande, Norvège, Suède
	Iles britanniques	Royaume-Uni, Irlande
	Europe du sud	Italie, Chypre, Malte, Espagne, Grèce, Portugal
	France	France
ASIE	Japon	Japon
	Autres Asie	Tous les autres pays d'Asie
AUTRES	Autres	Tous les autres pays

Bibliographie

AFII, 2005 - *Bilan des investissements étrangers en France en 2004*, Ronéo

Cnuced, 2003, *World investment Report 2003*, Genève

Cnuced, 2004, *World investment Report 2004*, Genève

Ernst and young, 2004 - *European Investment Monitor*, 1st and 2nd quarter, 2004

Hatem F., 2002 - *L'investissement international à l'horizon 2004*, Andersen/Cnuced/AFII

Hatem F., 2004 - *La mesure de l'investissement international et de la présence étrangère*, Les Notes Bleues de Bercy, n°278, octobre.

IBM/PLI, 2005 - *Global investment trends 2004* Mars, ronéo

OCDE, 2001 - *Mesurer la mondialisation*, Paris